Corrigé du contrôle d’histoire terminale : La France dans la guerre à télécharger en PDF

Corrigé du contrôle – Terminale

Voici le corrigé du contrôle d’histoire de terminale sur « La France dans la guerre ». Il donne les réponses attendues, le barème et un exemple de rédaction, pour que tu saches où tu as gagné ou perdu des points. Fais d’abord le contrôle dans les conditions d’une évaluation, puis corrige-toi.

Questions

1. Partie 1 – Connaissances. Définis « collaboration d'État » et cite deux mesures du régime de Vichy qui illustrent cette politique. **(3 pts)**
2. Partie 1 – Repères. À l'aide du document 4 et de tes connaissances, indique ce qui s'est passé le 10 juillet 1940 et date l'appel du général de Gaulle. **(2 pts)**
3. Partie 2 – Document 2. Présente le texte (nature, auteur, date) puis relève trois mesures prévues pour la Libération. **(3 pts)**
4. Partie 2 – Document 3. Décris l'affiche et explique l'intention de ceux qui l'ont fait imprimer. Montre à quel point elle témoigne de l'importance de la Résistance armée en 1944. **(3 pts)**
5. Partie 2 – Document 1. Nomme les deux débarquements, donne leurs dates et indique la date de libération de Paris. **(2 pts)**
6. Partie 3 – Question problématisée. Dans un développement construit d'une quinzaine de lignes, explique comment la Résistance passe de refus isolés à une force politique et militaire qui participe à la libération du pays et prépare la reconstruction (1940-1945). **(7 pts)**

Corrigé détaillé

Question 1 (3 points)

La collaboration d'État est la politique de coopération avec l'Allemagne décidée par le gouvernement de Vichy lui-même (1 point). Exemples : la rencontre de Montoire du 24 octobre 1940 et l'annonce de l'entrée « dans la voie de la collaboration ». La mise en place de la Relève et du Service du travail obligatoire (loi du 16 février 1943). La création de la Milice (janvier 1943). La participation de la police française à la rafle du Vél' d'Hiv (juillet 1942). Un point par exemple précis (2 points).

Question 2 (2 points)

Le 10 juillet 1940, l'Assemblée nationale réunie à Vichy donne tous pouvoirs au maréchal Pétain (1 point). L'appel de de Gaulle date du 18 juin 1940 (1 point).

Question 3 (3 points)

Le document est un extrait du programme « Les Jours heureux » adopté le 15 mars 1944 par le

Conseil national de la Résistance, clandestin. Il regroupe les mouvements, les syndicats et les partis (1 point). Mesures attendues : le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, des banques et des compagnies d'assurance. Un plan complet de sécurité sociale. Une retraite pour les vieux travailleurs (un demi-point par mesure bien relevée, jusqu'à 2 points, au minimum trois).

Question 4 (3 points)

Il s'agit d'une affiche, dite « Affiche rouge », imprimée en février 1944 par la propagande allemande et vichyste contre un groupe de résistants étrangers du groupe Manouchian (1 point). Elle montre dix portraits dans des médaillons rouges, avec des mentions de nationalité, de religion ou d'engagement politique, et en bas des photographies d'attentats et de victimes.

Le titre « Des libérateurs ? La libération ! Par l'armée du crime » vise à présenter les résistants comme des criminels étrangers et à faire peur à la population (1 point). Le fait que l'occupant et Vichy publient une telle affiche montre que la Résistance armée, qui multiplie les sabotages et les attentats, est devenue une menace pour eux. Elle compte aussi des combattants de toutes origines (1 point).

Question 5 (2 points)

Le débarquement de Normandie a lieu le 6 juin 1944 et celui de Provence le 15 août 1944 (1 point). Paris est libérée le 25 août 1944 (1 point).

Question 6 (7 points)

Barème : introduction avec problématique (1 point), développement organisé en deux ou trois parties (4 points), conclusion (1 point), qualité de la langue (1 point).

Rédaction modèle. Dès l'été 1940, des Français refusent la défaite, mais leur action reste dispersée. De Gaulle lance l'appel du 18 juin depuis Londres et fonde la France libre, tandis qu'en France se forment des journaux clandestins, des réseaux et des mouvements. Comment ces refus isolés deviennent-ils une force qui libère le pays et prépare la reconstruction ? Le tournant est l'unification. Jean Moulin, envoyé par de Gaulle, regroupe les mouvements de zone sud en 1943. Il réunit le 27 mai 1943 le Conseil national de la Résistance, qui rassemble mouvements, syndicats et partis et reconnaît l'autorité de de Gaulle.

Parallèlement, l'engagement des communistes après juin 1941, le refus du STO en 1943 et la formation des maquis donnent à la Résistance une force armée, les FFI, qui harcèle les Allemands et contribue à la libération du territoire en 1944, au côté des armées alliées et des Forces françaises libres. Les insurrections de Paris et de plusieurs régions précèdent l'arrivée des troupes.

Enfin, la Résistance prépare l'avenir. Le programme du CNR du 15 mars 1944 prévoit la sécurité sociale, des nationalisations et une démocratie économique et sociale, que le gouvernement provisoire met en œuvre à la Libération, avec le vote des femmes. Ainsi, la Résistance, minorité d'abord, devient une force militaire et politique qui lègue à la France les institutions de la Quatrième République.